

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'HÔTEL DE VILLE DE CALVI, MARDI 14 JUIN 1983.

14 JUNE 1983 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le maire,

- Mesdames et messieurs,

- Voici une étape de plus dans le périple que j'accomplis en Corse depuis hier matin. Ce n'est pas la moins intéressante des étapes. On s'en aperçoit vite, à peine a-t-on aperçu d'en haut d'une part les montagnes, d'autre part, la mer et là sur ces remparts, avec son port, ses ruelles, ses maisons anciennes, Calvi.

- Mais c'est pour moi une chance supplémentaire que de pouvoir entrer dans ces lieux, au milieu d'une population telle que celle que je viens de rencontrer. Chaleureuse, fraternelle, enthousiaste, possédée par l'amour de sa petite patrie, on la sent bien partout et en même temps affirmant clairement et très simplement comme vient de le dire M. le maire de Calvi, son attachement à la patrie commune.

- J'ai bien entendu ce que vous venez d'exprimer, monsieur le maire. Je me suis gardé depuis hier matin de toute promesse particulière. J'ai bien noté, les ministres avec moi, ce qui m'a été demandé ou proposé par les différents responsables des communes que j'ai visitées. Demandes raisonnables dans leur principe, parfois difficiles à réaliser tant est lourde la charge de l'Etat. Mais je sais que j'ai à faire à des administrateurs sérieux, qui ne parlent pas pour ne rien dire.

- En centrant vos préoccupations sur un projet principal, le port de commerce, vous avez agi de telle sorte que nous pouvons parfaitement comprendre là où se trouve le danger qui menace l'harmonie et l'équilibre économique de cette ville et de sa région. C'est vrai que l'Etat, lui aussi, doit tenir le raisonnement que vous tenez pour votre propre budget. Il faut que l'ensemble des Français participent au redressement du pays. Il faut qu'il y ait une plus grande solidarité entre les régions, les riches, les pauvres et comme il doit y avoir une plus grande solidarité entre les individus et les groupes sociaux : les riches, les pauvres.

- Cet effort de justice je le demande partout. J'essaie partout aussi de faire comprendre que sans cet effort de justice, il serait inutile de parler du reste et de penser que ceux qui ont toujours fait les sacrifices qui ont été au premier rang de l'effort, ce serait à eux de le faire encore. Bien entendu, il faut qu'ils le fassent, mais pas seuls. Pas seul à supporter la charge du pays. Bref, il faut partout faire reculer les privilèges.

- La Corse est privilégiée par la beauté de sa nature, c'est un admirable capital, mais pour le faire fructifier, il faut de la peine et du temps. C'est là que je comprends fort bien à quel point la solidarité nationale doit s'exercer en faveur de la Corse, comme il y a d'autres régions de France où le capital humain reste fort et vivant, mais où la population n'est pas assez nombreuse pour soutenir par sa seule contribution l'effort local.

Vous avez évoqué également les menaces de la violence. Elles existent, elles ont existé à la veille de ce voyage, elles continueront d'exister au lendemain de ce voyage. Je ne suis pas de ceux qui s'illusionnent et je pense que ce ne sont pas les paroles et une visite qui règlent les problèmes, même s'ils sont souvent artificiels. Il est des volontés politiques et des ambitions qui ont besoin d'autres réponses.

- J'ai toujours voulu comprendre les aspirations de chacun et je porte le plus grand respect à l'expression de chaque idée, dès lors qu'elle respecte la règle qui nous est commune, celle de la démocratie. Or, qu'avons-nous fait ? Sinon que de lancer un appel à toutes les forces de la Corse pour qu'elles prennent part au grand geste démocratique qui vous a valu de mettre en oeuvre votre statut particulier. Vous avez tous pu vous exprimer, ceux qui n'ont pas souhaité tenter l'expérience, qui donc en est responsable, hors d'eux ? Les résultats, moi je les prends comme ils sont et c'est le devoir de tous que d'agir comme moi. Je n'ai pas à les commenter, je n'ai pas à faire connaître mes préférences. Je dis : le peuple corse s'est exprimé démocratiquement, massivement. Jamais un scrutin n'a atteint une telle proportion. Et pourtant, en Corse, on aime voter. Et jamais il y eut moins de contentieux électoral, moins de contestations sur la régularité, puisqu'il n'y en a pas eu du tout. C'est dire à quel point

l'expérience a été vécue par les Corses avec honnêteté, sérieux et volonté.

- Quant à l'appréciation des actes de violence, je tiens à dire que la contagion que je craindrais ne serait pas celle du plastic, des explosifs £ il est facile à quelqu'un la nuit, de déposer, ici et là, quelques objets qui feront du bruit et des dégâts. Beaucoup plus difficile est d'entraîner avec soi l'assentiment populaire. Beaucoup plus difficile est d'entraîner avec soi l'adhésion de la population et c'est là que se situe le point de force de ceux, qui attachés à ce que la Corse soit elle-même, veulent aussi que la Corse se développe dans l'harmonie nationale. Tout ira tant que vous saurez démontrer votre capacité à gérer, la vitalité de votre Assemblée corse, ses réalisations - il faut de ce point de vue brûler les étapes - tant que vous aurez montré qu'en vérité la Corse est elle-même £ que vous-mêmes vous la portez du présent vers l'avenir ! Que nul ne s'interpose entre vous et votre île ! L'Etat est là pour assurer la paix civique. Il ne faut jamais se lasser pour assurer de justes lois, ne jamais se lasser et à-partir de là, c'est vous qui avez la parole et l'action. C'est ce que nous avons voulu. N'est-ce pas une expérience indispensable ? Que dis-je expérience, ce n'est pas une expérience, pas une -entreprise ! On ne reviendra pas en arrière. Rien ne nous fera reculer sur la voie où nous sommes engagés, assurés que nous sommes de rencontrer, je le constate depuis hier matin en Corse, l'adhésion d'une population qui a compris ce que j'attendais d'elle. Nous sommes et tous ceux qui sont chargés d'exécuter la politique du gouvernement, tout à fait calmes et déterminés. Nous refusons la violence et nous continuerons d'être capables de la contenir, avant qu'elle disparaisse. En tout cas, que l'on n'attende pas de nous la moindre complaisance.\

Pour le reste, femmes et hommes de Corse, quel que soit votre sentiment, vous êtes les bienvenus. Adressez-vous à vos compatriotes, à nos compatriotes. Demandez leurs suffrages, exaltez leur idéal, tenez compte de leurs diversités, tentez votre chance par le moyen qui vous est donné par la République française, non, par la démocratie tout court. Le peuple sera juge et c'est parce que j'ai pleine confiance dans sa décision que j'avance avec vous le coeur tranquille.

- Monsieur le maire, mesdames et messieurs, cet arrêt à Calvi sera pour moi un bon et beau souvenir. Tirons-en en même temps la leçon. La solidarité sera - je le veux, et pas simplement je l'espère - de plus en plus forte. Le niveau de la décision doit être de plus en plus placé ici même. L'Administration doit réaliser les déconcentrations correspondantes aux décentralisations. Que de mots un peu barbares ! Mais les élus qui sont ici savent ce que je veux dire. C'est-à-dire que les administrateurs qui représentent l'Etat doivent pouvoir au maximum décider sur-place, de même que les Assemblées élues doivent être en-mesure de voter et de décider sur-place, et c'est par la relation directe entre ces deux échelons que le statut particulier trouvera rapidement sa pleine justification.

- Je vous remercie, monsieur le maire, mesdames et messieurs. Je vous remercie de la part apportée par Calvi à la belle journée que je vis avec vous.

- Vive Calvi !

- Vive la Corse !

- Vive la République !

- Vive la France !\